



Séance ordinaire du lundi 12 octobre 2020

L'an deux mille-vingt et le douze octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Culture et patrimoine historique

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Guy LAURET, Sophiane MANSOURIA, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Philippe SAUREL, Charles SULTAN, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Christian ASSAF, Mathilde BORNE, Marie MASSART, Manu REYNAUD, Célia SERRANO

Culture et patrimoine historique - Convention 2020/2021 entre le Musée Fabre et l'Ecole du Louvre - Autorisation de signature

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

L'Ecole du Louvre, située à Paris au sein même du Palais du Louvre, est un établissement d'enseignement supérieur dispensant des cours en histoire des arts et civilisations. Dans le cadre de ses missions de diffusion culturelle auprès d'un public le plus large possible, cette école organise également des cours dans les principales régions de France, en partenariat avec les musées locaux et leurs collectivités de rattachement.

Le musée Fabre présente de riches collections de peintures, sculptures et art graphiques qui offrent au public un large panorama de l'art en Europe entre le XVe et XXe siècle, et sa programmation d'expositions temporaires vient compléter et approfondir des aspects précis de ce fonds.

Les cours de l'Ecole du Louvre au musée Fabre connaissent un franc succès auprès du public. Chaque année ils rassemblent environ 500 personnes sur une dizaine de conférences.

Face aux attentes des visiteurs pour mieux appréhender les expositions temporaires, un nouveau programme de cours a été élaboré avec l'Ecole du Louvre. Il s'inscrit dans une convention qui fixe les obligations de chacun des partenaires ainsi que les tarifs d'abonnements pour chaque cycle, établis comme suit pour la saison 2020-2021 :

Cycle I « Impressionnisme, Grand Ouest. L'Impressionnisme et l'Amérique » composé de 5 séances, d'une durée d'une heure trente chacune. Il se déroulera les mardis, du 10 novembre au 15 décembre 2020, à la salle Rabelais, de 18h00 à 19h30.

- plein tarif : 43,50 euros
- tarif réduit : 26,00 euros
- tarif formation continue : 53,50 euros

Cycle II « Des collections royales au patrimoine national : histoire et renouveau des musées » composé de 5 séances, d'une durée d'une heure trente chacune. Il se déroulera les mardis, du 9 mars 2021 au 11 mai 2021, à la salle Rabelais, de 18h00 à 19h30.

- plein tarif : 43,50 euros
- tarif réduit : 26,00 euros
- tarif formation continue : 53,50 euros

Le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole prend en charge dans le cadre de cette convention :

- la réservation de la salle Rabelais mise à la disposition de l'Ecole du Louvre ;
- l'édition et la diffusion des programmes au niveau régional ;
- les frais d'hébergement et de restauration des intervenants pour un montant prévisionnel de 2 500 €.

L'Ecole du Louvre prend en charge :

- la rémunération et les frais de déplacements des intervenants ;
- la conception et le contrôle du contenu scientifique ainsi que la publicité au niveau national ;
- la gestion des inscriptions.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver la conclusion de la convention de partenariat avec l'Ecole du Louvre ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention de partenariat susmentionnée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 23/10/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 23 octobre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201012-145088-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 23/10/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention_de_partenariat_2020_2021_Montpellier_251601027785886.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.